
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61471

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

crates au Reichstag entre 1898 et 1918, auquel l'auteur renvoie à propos de la discussion sur les sources et la méthode. Le présent volume est divisé en cinq parties: une «chronique» (p. 97–340) qui résume année par année, au niveau du Reich et des États qui le composent, les événements (congrès du parti, élections) qui concernent directement les parlementaires sociaux-démocrates; les biographies des parlementaires (p. 341–821); des statistiques électorales et les modes d'élection (p. 823–889); une bibliographie sélective et de multiples index (149 pages).

Ce sont évidemment les deux premières parties: Chronique et surtout Biographies qui constituent le cœur de l'ouvrage. Au total 2427 parlementaires sociaux-démocrates ont été recensés au cours du demi-siècle étudié. Dans chaque biographie sont précisés (autant que les sources le permettent) la profession du père, la confession du parlementaire, les métiers qu'il a appris et exercés, la durée des mandats électifs, le lieu de naissance et de décès, mais aussi les fonctions exercées dans les diverses organisations ouvrières (syndicats, coopératives, journaux du parti, etc.).

A la fin de chaque période (Empire, République de Weimar) des données statistiques globales permettent de comparer l'origine sociale, le degré d'instruction, la profession, etc. des parlementaires sociaux-démocrates ayant siégé dans des Assemblées sous l'Empire ou la République. Ce qui ressort de cette comparaison c'est la stabilité. Par exemple la proportion des députés sociaux-démocrates du Reichstag qui n'ont fréquenté que l'école primaire est dans les deux cas très élevée. Elle est même plus forte sous Weimar que sous l'Empire (67% contre 60%). Dans les deux cas la très grande majorité d'entre eux (71% et 67%) a appris un métier manuel, mais au moment de leur élection plus des deux tiers étaient employés d'une organisation ouvrière. En revanche, entre 1919 et 1933, 7% des députés sociaux-démocrates élus au Reichstag occupaient, au moment de leur élection, une fonction dans l'appareil d'État, ce qui n'était évidemment pas le cas sous l'Empire. Le nombre de ces parlementaires qui déclarent n'être plus membre d'une église est, dès avant 1918, très élevé (69%) et il s'accroît encore sous la République (76%).

Ces quelques exemples donnent une idée de la profusion et de la précision des informations contenues dans un ouvrage qui mérite de figurer dans toutes les grandes bibliothèques.

Gilbert BADIA, Paris

Klaus HILDEBRAND (Hg.) unter Mitarbeit von Elisabeth MÜLLER-LUCKNER, *Das Deutsche Reich im Urteil der Großen Mächte und europäischen Nachbarn (1871–1945)*, München (R. Oldenbourg) 1995, VIII-232 p. (Schriften des Historischen Kollegs, Kolloquien 33).

Cette publication qui est préfacée par Klaus HILDEBRAND, rassemble les treize communications présentées au colloque de l'Historisches Kolleg (juillet 1993). Le thème, «Le Reich allemand au jugement des grandes puissances et de ses voisins européens, 1871–1945», était vaste et difficile à cerner. Chaque intervenant devait prendre en compte une tranche chronologique au cours de laquelle s'étaient succédés trois régimes politiques et où les deux ruptures de 1870/71 et 1918/19 avaient modifié ou infléchi les perceptions et les jugements sur l'Allemagne.

Le concept même de «jugement des grandes puissances et des pays voisins» est susceptible de multiples variables. Quel jugement? Celui des diplomates et des journalistes informés? Celui des hommes politiques et des gouvernants? Celui des diverses catégories sociales? Celui de l'homme de la rue? Comment apprécier les réactions d'opinions publiques souvent divisées alors que la technique des sondages était encore dans ses balbutiements? Quant aux jugements eux-mêmes ils découlent de critères qui varient selon les pays: la plus ou moins grande proximité géographique, la nature et la qualité des informations diffusées

et assimilées, les traces laissées par l'histoire dans la mémoire et la conscience collective, la sensibilité aux propos et aux actes des dirigeants allemands. Enfin il faut distinguer les périodes de calme des crises et des guerres qui révèlent au grand jour des phénomènes latents et les diffusent dans le corps social.

Le premier volet de chaque intervention était l'examen des réactions des états à la fondation de l'état national allemand en 1870/71. Cette naissance est d'autant plus positivement accueillie que les états sont éloignés ou se sont contentés d'observer la guerre franco-allemande. Par la voix du président Grant, les Etats-Unis sont les plus enthousiastes sinon les plus naïfs. La Suède, les Pays-Bas, la Suisse, la Belgique (dont le roi avait craint une annexion par la France) sont favorables. En Italie qui est plus partagée, une importante minorité se félicite du nouvel état des choses. En Russie dont la neutralité positive avait facilité les projets de Bismarck, la sympathie initiale cède peu à peu la place à une irritation, à des craintes qui vont modifier les relations entre les deux états et les deux peuples. La France vaincue et dépouillée de l'Alsace-Lorraine, est le seul état européen à souhaiter une révision des «faits accomplis». L'antagonisme franco-allemand s'installe et s'impose pendant trois générations comme l'un des fondements des relations internationales. La politique de force de Bismarck, les ambitions de la *Weltpolitik* et les déclarations intempestives ou inquiétantes de Guillaume II entraînent une dégradation progressive de ce capital initial de sympathie. En Russie, en Grande-Bretagne, en Belgique, la perception du danger allemand est variable selon les sensibilités religieuses et les modes de relations avec le Reich. En Suisse alémanique, en Belgique, aux Pays-Bas, en Suède, en Slovaquie, l'empire allemand conserve un fort capital de sympathie chez les conservateurs tandis que les socialistes prennent le S.P.D. pour modèle. On est frappé par l'ambivalence des jugements. Même chez les adversaires résolus des ambitions mondiales de l'Allemagne, on est admiratif devant la science allemande, les réussites techniques de l'industrie allemande, les réalisations de l'urbanisme allemand.

En déclarant la Première Guerre mondiale, le Reich allemand désigne ses adversaires et rejette de leur côté la petite Belgique, restée à l'écart en 1870. Dans les pays qui préservent leur neutralité (Pays-Bas, Suède, Suisse), l'opinion est longtemps partagée entre ceux qui restent favorables à l'Allemagne et ceux qui penchent vers l'Entente. Ce sont les brutalités aveugles de la guerre sous-marine qui font entrer les Etats-Unis dans la coalition, font aussi évoluer les esprits chez les neutres; toutefois des sympathies à l'égard de l'Allemagne persistent aux Pays-Bas par exemple. La défaite de 1918 et la proclamation de la république modifient-elles les jugements sur l'Allemagne, mise au ban des nations civilisées? Elle est contrainte de signer le traité de Versailles (le fameux Diktat). Elle cherche à sortir de l'isolement et à reconquérir l'égalité des droits. Parmi les états qui mettent l'accent sur la continuité et la persistance du danger allemand il faut placer en premier lieu la France. Les Anglo-Saxons qui espèrent réintégrer l'Allemagne dans le concert des nations et la faire évoluer vers une démocratie libérale et capitaliste (la petite Amérique de l'Europe), sont favorables à la disparition progressive des limitations et des réparations. Avec les nouveaux états et plus spécialement avec la Pologne, les relations sont difficiles car l'Allemagne n'a pas admis le nouveau tracé de sa frontière de l'Est.

L'arrivée d'Hitler au pouvoir et la rapide consolidation du régime totalitaire nazi provoquent des attitudes qui peuvent aujourd'hui surprendre. Aux Etats-Unis les sondages montrent une perception très négative d'Hitler perçu comme une menace pour la paix. Paradoxalement cette perception conduit au renforcement des sentiments isolationnistes parmi le peuple américain. En Grande-Bretagne, il faut du temps aux élites (sauf exception) pour prendre conscience de la nocivité d'Hitler et de son régime et pour renoncer enfin à la politique d'apaisement. L'ouverture des archives soviétiques permettra peut-être de mieux cerner les relations entre Staline et le régime nazi et les mobiles et les calculs qui ont conduit au pacte germano-soviétique du 23 août 1939.

Ce colloque est loin d'avoir épuisé un thème immense; il ouvre des perspectives sur les perceptions de l'Allemagne à l'étranger; il renvoie aussi les Allemands à leur propre identité. Il met en évidence des données déjà connues qui sont précisées et nuancées: les éléments de continuité – positifs et négatifs – dans les jugements sur l'Allemagne, les facteurs découlant de la position géopolitique de l'Allemagne; l'amorce du rôle décisif des Etats-Unis d'Amérique dans le destin allemand.

François ROTH, Nancy

Helga ABRET, Michel GRUNEWALD (Hg.), *Visions allemandes de la France (1871–1914). Frankreich aus deutscher Sicht (1871–1914)*, Frankfurt/Main (Lang) 1995, IX–427 S. (Contacts: Série 2, Gallo-Germanica, 15).

Einen für Geschichtswissenschaft und literarisch-psychologische Imagologie gleichermaßen interessanten Sammelband über das Frankreichbild der Deutschen im Zeitalter Bismarcks und Wilhelms II. haben die Metzger Professoren ABRET und GRUNEWALD im Anschluß an ein Kolloquium des »Centre d'études des périodiques de langue allemande« ihrer Universität herausgegeben. Es kann gar kein Zweifel daran bestehen, daß die dabei gehaltenen, weltanschaulich und thematisch breit gefächerten 21 Vorträge ein beträchtlicher Gewinn für die interdisziplinäre Erforschung dieser Jahrzehnte sind. Naturgemäß mußte ausgewählt werden: So hätte zum Beispiel bei den behandelten Persönlichkeiten für die Grenzlandschaft Elsaß anstelle Salomon Grumbachs (Fritz TAUBERT) auch René Schickele oder Otto Flake, für in Paris lebende deutsche Literaten mit gutem Grund Rainer Maria Rilke oder Arnold Zweig statt Franz Hessel (Jean MONDOT) untersucht werden können. Spezialstudien deutscher Intellektueller – manchmal tief in Romanistik und Germanistik führend – sind jedenfalls der eine wichtige Bestandteil dieses Buches.

Den anderen bilden Analysen der Frankreich-Perzeption deutscher Zeitschriften – von der sozialdemokratischen »Neuen Zeit« (Hans-Manfred BOCK) bis zu den »Preußischen Jahrbüchern« (Michel GRUNEWALD). Nur ein Autor befaßt sich mit übergreifenden Betrachtungen, die ausführlicherer Würdigung bedürften: Michael JEISMANN reflektiert über den rivalisierenden Anspruch von Deutschen und Franzosen auf die Krone von Zivilisation und Kultur.

Zusammengenommen ergibt dies ein dichtes Bild der Wahrnehmung des westlichen Nachbarn, das vor allen Dingen den Blick für Nuancen schärft und ein breites Spektrum differenzierter Auseinandersetzung erschließt. Dennoch liegt hier auch eine Grenze des Unternehmens, denn die Konzentration auf die deutsche Seite vermittelt nolens volens den schiefen Eindruck, der heutzutage abstoßende Hurratriotismus jener Ära sei allein ein Kennzeichen des Deutschen Reiches gewesen, während er tatsächlich Signum eines aus dem Ruder laufenden Nationalismus in ganz Europa war. Manche Autoren bekämpfen den drohenden Irrtum, andere verschärfen die Gefahr des Mißverständnisses durch beflissene Distanzierung. Damit verbunden ist noch ein anderes Monitum: In einigen Beiträgen wird zeituntypisches Denken allzu offenkundig als lobenswerte Alternative gepriesen, obwohl es bisweilen sektiererisch wirkt und dem Geist jener Epoche einfach widersprach. Ein markantes Beispiel für einseitig gerühmte Extravaganz ist der ansonsten detailreiche und kompetente Aufsatz von Philippe ALEXANDER über die süddeutschen Demokraten: Er würdigt deren in mancher Hinsicht sicherlich noble Gesinnung als »humaniste, cosmopolite et pacifiste« (S. 183), doch nur in einer unscheinbaren Anmerkung wird enthüllt, daß Bismarcks »Kulturkampf« in ihren Augen viel zu milde geführt wurde! (S. 181, Anm. 63.) Dieses Verfahren gibt zu der Warnung Anlaß, dem vermeintlich gewaltlüsternen Deutschen Reich nicht in verfälschender Überzeichnung den Honigmond einer menscheitsbeglückenden Internationale der Philanthropen entgegenzustellen. Voltaires Wort vom Ausrotten des